

Lettre ouverte au futur gouvernement belge – à publier le 7 octobre, journée internationale pour le Travail décent.



Pas de politique climatique => Pas d'emplois

C'est aujourd'hui la journée mondiale d'action pour le Travail décent. Les syndicats et leurs amis des organisations de développement et environnementales du monde entier l'affirment très clairement : si l'on continue de faire n'importe quoi en matière de politique climatique, on met à mal l'emploi, tant au Nord qu'au Sud. Le message se répercute dans le monde entier : *There are no jobs on a dead planet!* (il n'y a pas d'emplois sur une planète morte !)

Les nouveaux décideurs politiques de notre pays font erreur en ne misant que sur l'austérité et la réduction des charges pour les entreprises. En investissant trop peu et en faisant des économies sur la politique sociale et écologique, ils hypothèquent toute possibilité d'un avenir durable. Le changement climatique et la justice sociale ne sont pas des problèmes de luxe que nous pouvons reporter à demain. Nous avons d'urgence besoin d'une politique qui aborde réellement le réchauffement climatique d'une manière socialement juste. Plus encore, nous sommes convaincus qu'investir aujourd'hui dans une politique climatique réfléchie est bon pour notre économie et peut créer des milliers d'emplois décents. Nous pouvons à la fois réduire la pollution de l'air, mettre progressivement un terme à notre dépendance aux énergies fossiles coûteuses et garantir l'atteinte des objectifs climatiques.

C'est à nos pouvoirs publics qu'il revient de faire un choix. Les scénarios et les plans sont sur la table. Nous demandons dès lors à nos responsables politiques, en Belgique, de...

- Stimuler le rythme de rénovation de nos habitations ;
- Préparer notre réseau électrique à fonctionner davantage avec des énergies renouvelables, en production locale et à la demande ;
- Prévoir des transports publics plus performants avec une offre plus étendue le soir et le week-end ;
- Investir deux fois plus dans les infrastructures liées aux déplacements à vélo ;
- Accélérer la croissance des énergies renouvelables en continuant de soutenir l'installation de parcs éoliens offshore, le stockage énergétique et les investissements des particuliers dans les énergies renouvelables.

Nous avons calculé qu'un plan d'investissement ambitieux comme celui-là garantirait 60.000 emplois verts et décents supplémentaires en Belgique. Cela donnerait un sérieux coup de pouce à la durabilité de notre économie.

Notre pays doit aussi prendre ses responsabilités vis-à-vis des pays du Sud, qui seront les plus touchés par le changement climatique. Dans le monde il y a aujourd'hui trois fois plus de réfugiés du fait de catastrophes naturelles que de guerres. C'est environ 22 millions de personnes qui sont aujourd'hui sans emploi et sans revenu. C'est dans les pays du Sud que les liens entre changements climatiques et travail décent est le plus frappant. De plus, les grandes entreprises transnationales n'hésitent pas à mettre les pays en concurrence, menaçant perpétuellement de déplacer leur production dans les pays les moins coûteux socialement et les moins ambitieux au niveau environnemental, comme ce fut le cas notamment pour les 1.200 emplois perdus à Caterpillar Gosselies largement dus à une concurrence internationale basée sur des modes de production moins décents et moins propres. Les normes environnementales et sociales élevées européennes doivent être préservées et renforcées et ne peuvent être transformées en désavantage compétitif par le fait qu'on autorise la consommation de produits importés soumis à des normes de production plus faibles. Être à la hauteur de nos responsabilités envers les populations et travailleurs du Sud implique donc notamment de :

- Remplir nos engagements pour le financement du climat de manière effective et sans équivoque. La Belgique doit commencer avec un objectif quantitatif pour 2013-2015 d'au moins 50 millions d'euros par an. Ces moyens doivent alimenter les fonds climatiques de l'ONU, à savoir l'*Adaptation Fund* et le *Green Climate Fund*.
- Instaurer une garantie du respect de normes sociales et environnementales minimales internationales (dont les normes fondamentales du travail de l'OIT et les conventions internationales sur l'environnement), comme condition à remplir pour pouvoir commercialiser un produit sur le marché européen, où qu'il ait été confectionné¹ ;
- Insérer des clauses sociales et environnementales assorties de sanctions et de mécanismes de plainte, dans les accords de commerce et d'investissements internationaux.

Rudy De Leeuw – Président de la FGTB-ABVV

Marc Leemans – Président de la CSC-ACV

Olivier Valentin - Secrétaire national de la CGSLB-ACLVB

Mathias Bienstman – Président de la Coalition climat

¹ Proposition développée ici sous l'appellation de « normes de produits » dans la note http://www.cncd.be/IMG/pdf/www_notepolitique_4.pdf

Arnaud Zacharie – Secrétaire général du CNCD-11.11.11

Bogdan Vandenberghe – Secrétaire général de 11.11.11

Les syndicats internationaux et belges

défendent la justice climatique et la justice sociale en cette journée mondiale du travail décent.

La Coalition pour le Travail Décent

rassemble des syndicats et ONG belges qui défendent la mondialisation du travail décent et dénoncent les violations des droits fondamentaux au travail.

La Coalition Climat

est une plateforme nationale de plus de 70 organisations de défense de l'environnement, de solidarité internationale, de syndicats et de jeunesse.